



Confinement: "Ces leçons pour l'école qu'il ne faut pas oublier"

Programmes allégés, autonomie renforcée des enseignants, numérique au service de l'école sont autant d'effets positifs du confinement sur l'école que le professeur de sciences économiques et sociales Claude Garcia craint de voir disparaître rapidement. Tribune. Que de bonnes intentions, que de déclarations enflammées avons-nous entendues pendant le confinement lié à l'épidémie de Covid-19. « Rien ne sera plus comme avant. » « Le monde de demain sera différent. » On peut fortement en douter car l'éducation nationale a une forte inertie et il est à craindre que les leçons qu'on devrait tirer pour l'école ne soient trop vite oubliées. Il peut être intéressant d'en rappeler ici quelques-unes, alors que l'année scolaire s'achève tant bien que mal et que l'on songe déjà à la rentrée prochaine.

Des programmes enfin allégés

Avec la pandémie, nous avons assisté à un allègement spectaculaire des programmes. Par la force des choses, il ne s'agissait plus pour les enseignants de boucler ces programmes mais d'avancer comme ils pouvaient avec leurs élèves en oscillant entre découverte et consolidation des notions.

Il y a plus d'un siècle, Durkheim, déjà, critiquait l'encyclopédisme de nos programmes. Nous vérifions en ce moment qu'il n'est pas besoin de « tout » voir dans le manuel, en survolant donc de nombreux chapitres, pour que notre enseignement soit utile, espérons-le, dans la perspective de la poursuite des études. Nous pourrions redevenir raisonnables à l'avenir, mais le risque est grand que notre naturel, le gavage des élèves, ne revienne au galop.

La lourdeur des programmes de terminale que nous allons enseigner à la rentrée prochaine, ne serait-ce qu'en SES, est un mauvais signal. Ceux-là ont été conçus sans connaître les modalités exactes de l'examen, alors que la refonte du lycée et celles du baccalauréat, des programmes, ou encore des manuels des éditeurs, étaient menées simultanément.

En SES comme dans d'autres matières n'ayant pas de prolongement « direct » dans l'enseignement supérieur, beaucoup d'enseignants se désolent de cette espèce de complexe visant à surcharger les programmes pour espérer gagner en crédibilité auprès des filières économique, sociologique, ou politique, aux portes desquelles nos élèves pourraient avoir envie de frapper.

Laisser plus d'autonomie aux professeurs

Deuxième leçon qu'il conviendrait de retenir : il faut faire davantage confiance aux professeurs. Ils ont, malgré les critiques exprimées récemment, souvent été inventifs, ils se sont démenés pour garder dans leurs radars pédagogiques le maximum d'élèves. Il a fallu innover, dialoguer et parfois menacer aussi les élèves pour qu'ils ne décrètent pas que le temps des vacances était déjà arrivé.

Faire confiance ne veut pas dire donner les pleins pouvoirs aux professeurs. Il faut faire la distinction entre liberté pédagogique et autonomie pédagogique. La première, souvent revendiquée, trop commode, risque de virer à : « je suis maître dans ma classe, moi seul connais bien mes élèves, je fais ce que je veux ». Non, nous avons bien des comptes à rendre aux élèves, à leurs parents et à l'institution. Il est normal qu'il y ait un cadre, qu'on demande aux enseignants d'expliquer là où ils en sont dans le programme, mais nous n'avons pas besoin de contraintes stériles, sous forme de modes pédagogiques (évaluation par compétences fines, mise en activité systématique des élèves, injonction au numérique, etc.) qu'on incite à suivre, parfois singer, et qu'on impose aux collègues, dont l'avancement dépendra de leur docilité.

Le numérique au service de l'enseignement, et non l'inverse

La troisième leçon du confinement est que si l'enseignant est indispensable, et autonome pédagogiquement, il a tout intérêt à utiliser l'outil numérique. Les professeurs ont exploré de nouveaux horizons numériques, avec des cours en audio, des visioconférences, des exercices préparés sur des plates-formes hors éducation nationale. Il y a eu beaucoup d'improvisation, sans

doute beaucoup d'entorses à la confidentialité des données, aussi, puisque ce sont des acteurs privés d'Internet qui ont suppléé à une partie des carences des plates-formes de l'éducation nationale.

Il y a aujourd'hui des coopérations à inventer entre acteurs publics et privés, pour personnaliser l'apprentissage des élèves, l'optimiser avec le numérique, mais sans marchandiser notre enseignement. Nous ne devons pas laisser au privé le dernier mot, nous devons faire en sorte que les objectifs pédagogiques définis par les enseignants restent prioritaires.

Mais les atouts du numérique ne seront visibles de tous qu'avec du matériel de qualité. Dans nos établissements, nous avons des ordinateurs qui rament et des connections insuffisantes pour utiliser au mieux les contenus numériques.

L'école révélatrice des inégalités, et non responsable de celles-ci

Avec le confinement, du moins avant que ne s'expriment récemment des critiques sur les hypothétiques « professeurs décrocheurs », le discours sur l'école était devenu moins virulent. Le professeur a été moins décrit comme un fonctionnaire routinier, incapable de lutter efficacement contre la reproduction sociale. Il est apparu comme un professionnel, sachant gérer des classes hétérogènes et des enfants que les parents ont eu du mal à faire travailler.

Les professeurs savent qu'ils n'ont pas fait un excellent travail, parce que, dans ces circonstances, on peut au mieux limiter les décrochages et n'insister que sur quelques aspects des programmes. Ils ont cherché aussi, dégagés de la pression du bouclage du programme, à ouvrir les horizons culturels de leurs élèves, en leur proposant des vidéos, des articles à lire.

La crise a bel et bien montré l'existence de fractures sociales, familiales, géographiques et numériques entre les élèves, les familles. Tous les enfants ne partent pas à égalité dans le parcours scolaire. Les enseignants savent que les critiques ne cesseront pas, mais ils aimeraient au moins qu'on ne fasse plus porter sur leurs seules épaules la responsabilité de la reproduction sociale. C'est à ces fractures mises en évidence par le confinement que l'école et les politiques publiques doivent dorénavant s'attaquer.

Ce texte est paru dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire en suivant ce lien

Claude Garcia

(Professeur de sciences économiques et sociales, blogueur)